



## **Cahier de propositions citoyennes**

Compilation des contributions remontées  
dans le cadre du Grand débat national

8 propositions, anonymes ou non, adressées par courrier, par mail ou remises  
au député à l'occasion de permanences de proximité

## « Grand débat »

### Proposition, à l'état brut...

- 1) Evaluer le minimum nécessaire pour vivre décemment pour chaque type de groupe familial en tenant compte des charges fixes : nourriture, logement (à adapter peut-être en fonction de la zone d'habitation), assurances, habillement, chauffage, électricité, téléphonie, forfait déplacements (à majorer pour les actifs, les ruraux ?),...
- 2) Supprimer toutes les aides existantes: aides au logement, allocations familiales, AAH, prime d'activité,...),
- 3) Prévoir pour ceux qui se trouvent en dessous de ces minimas une déclaration mensuelle de toutes leurs ressources, à l'instar de la prime d'activité, afin qu'ils puissent bénéficier d'une aide égale à la différence pouvant être le cas échéant majorée pour les actifs (les justificatifs et vérifications pouvant être réalisés avec la déclaration annuelle des revenus),
- 4) Rendre imposable cette aide même si cela n'aboutit pas de fait à une imposition,
- 5) Conserver, par ailleurs, les seules aides liées à des situations ponctuelles comme les naissances, frais de garde d'enfants, et exceptionnelles,
- 6) Pour les personnes présentant un handicap pourquoi ne pas envisager une forme d'aide identique à l'A.P.A. (à faire évoluer vers une prise en charge quasi totale des coûts liés à la perte d'autonomie et/ou handicap)?
- 7) Prévoir un accompagnement des personnes présentant des difficultés de gestion.

On pourrait alors parler de véritable simplification administrative et de gain de pouvoir d'achat pour les catégories sociales les plus démunies...

### Autres suggestions.

Faire travailler les personnels soignants et de façon plus générale les salariés exerçant un emploi jugé pénible 30H rémunérées 35H plutôt que d'envisager une simple augmentation de leur salaire ou seulement la réduction de la durée de leur carrière. Cet allègement de leur temps de travail devrait leur permettre de gagner en qualité de vie au travail et de se maintenir ainsi plus en forme.

Rendre imposable toute forme d'aide (sauf celles liées à la perte d'autonomie, au handicap, aux situations ponctuelles telles que décrites plus haut,..).

Ne pas verser aux personnes bénéficiant du taux plein une retraite inférieure au seuil de pauvreté.

Observation : La solidarité n'exige-t-elle pas que l'Etat veille, pour le moins sans doute, à ce que chacun ait le minimum pour vivre décemment.

NON Signé

Mes doléances

Retraite d'Alti ①

- les memes que les gilets Jaunes

1) Revaloriser les retraites, en fonction de l'augmentation du cout de la vie, en tenant compte des 5 années sans augmentation  
il y a de l'argent

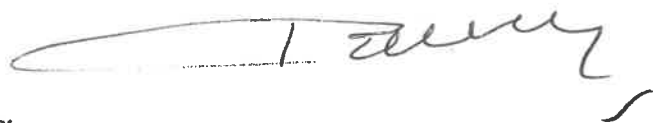
2) nous rendre la CSG de 2018 et baisser les taux de celle ci à l'avenir

3) faire un referendum citoyen

4) faire pressions sur les medecins qui recoivent des depassements d'honoraires, injustifiés

5) Revaloriser la retraite des anciens combattants

si l'on prouve que les gens depensés il faut leur redonner du pouvoir d'achat. l'argent existe il faut avoir l'audace d'aller le chercher où il est



POTTIER Raymond  
Bille  
49240

Paroisse saint Jean-Paul II  
Un temps d'échanges et de propositions sur la crise politique et sociale  
Retour de la rencontre du mercredi 16 janvier 2018

**A. Premier temps en petit groupes** (la mise en commun qui fut rapide n'est pas reprise ici)

L'échange en petit groupes portait sur la première question posée par le Conseil permanent

Q1. *Quelles sont selon vous, en essayant de les hiérarchiser, les causes principales du malaise actuel et des formes violentes qu'il a prises ?*

**B. Deuxième temps en petits groupes, mise en commun des propositions, débat (trop court)**

L'échange en petit groupes portait sur les quatre autres questions posées par le conseil permanent :

Q2. *Qu'est-ce qui pourrait permettre aux citoyens dans notre démocratie de se sentir davantage partie prenante des décisions politiques ?*

Q3. *Quels sont les lieux ou les corps intermédiaires qui favoriseraient cette participation ?*

Q4. *Quel « bien commun » recherché ensemble pourrait fédérer nos concitoyens et les tourner vers l'avenir ?*

Q5. *Quelles raisons d'espérer souhaitez-vous transmettre à vos enfants et petits-enfants ?*

☞ **Chaque groupe faisait remonter deux propositions**

**Recueil des propositions** (plusieurs ont été proposées plusieurs fois)

1. Retrouver des cellules à taille humaine qui permettent la proximité. Créer des lieux où l'écoute est favorisée +++
2. Favoriser l'appartenance au tissu social local ++
3. Instituer un référendum d'initiative citoyenne, en particulier local. ++
4. Instituer un relevé annuel des redistributions perçues pour chaque citoyen ++
5. Promouvoir l'éducation civique et économique auprès des jeunes et des adultes pour renforcer le sentiment d'appartenance à leur pays ++
6. Repenser le système de représentation des élus nationaux afin que toutes les classes sociales soient bien représentées ; démocratie participative, tirage au sort, dose de proportionnelle ? ++
7. Améliorer l'information et la formation civique en utilisant par exemple la télévision +
8. Obligation pour la représentation nationale de rendre compte de son action en rencontrant les populations locales et de consulter régulièrement les citoyens pour faire remonter à Paris la réalité du terrain ++
9. Donner plus de poids aux maires. Décentraliser davantage le pouvoir +
10. Créer un service civique obligatoire permettant le brassage des jeunes de tous horizons +
11. Transmettre un fonds culturel commun qui favorise le sentiment d'appartenance à la France et qui facilite l'intégration de chacun ++
12. Comptabiliser les votes blancs et instituer l'obligation de voter ++
13. Pour le service du bien commun et son incarnation, engager prioritairement un vrai combat contre la misère +
14. Valoriser l'engagement dans les corps intermédiaires pour réguler la vie du pays ++
15. Restructuration et dépolitisation des syndicats +
16. Créer des comités de transmission des expériences réussies +
17. Mise en œuvre des zones zéro chômeur (Patrick Valentin) +
18. Promouvoir une croissance qui ne soit pas qu'économique (il existe d'autres indices) +
19. Exemplarité des dirigeants +
20. Valoriser les initiatives positives +
21. TVA zéro sur l'alimentation +
22. Simplifier le fonctionnement de l'administration en supprimant notamment les doublons
23. Valoriser le travail en réduisant les écarts de salaire excessifs ++
24. Changer l'ordre de la devise républicaine en : « Fraternité, Égalité, Liberté » +

Les LBO dégagent des valorisations hors normes, bien sûr à cause de la performances des entreprises, mais aussi en raison d'éléments qui me semblent injustes et contraires au bien commun :

1. Les intérêts de la dette déductibles de l'IS : l'effet de levier dépend d'un endettement important (Dettes 5 à 10 fois supérieure aux apports en capital) et entraîne donc une économie d'IS importante : 25 à 30% des frais financiers liés à cette dette viennent en déduction des résultats imposables. Les rendements des LBO sont de l'ordre de 30% du capital investi au profit d'investisseurs prenant assez peu de risques puisque l'essentiel des capitaux permanents proviennent de la dette, au seul risque de l'entreprise. Sans parler de l'optimisation fiscale fréquente dans ce cas.
2. Dans certaines activités telles que l'éolien industriel et privé (1) : De très hauts rendements pouvant aller jusqu'à 100% sont liés à deux facteurs : La contribution au service public de l'électricité (CSPE) facturée aux utilisateurs et l'obligation d'achat par EDF de l'électricité ainsi produite à un prix garanti donnent lieu à des rendements hors norme : L'effet de levier est d'autant plus important que, s'agissant d'un marché garanti et sans risque, les banques consentent des prêts importants à des taux faibles (en raison des risques faibles) .

Il devrait dans ces 2 cas y avoir un plafonnement de la déduction des frais financiers. Cela éviterait aussi une bulle financière à terme.

- Soit au profit de l'actionariat des salariés via leur PEE , ce qui laisse la trésorerie dans l'entreprise.
- Soit au profit de fonds pour l'économie d'énergie, pour les moins favorisés notamment.

**(1) Extrait du texte :** « Impacts sociaux-économiques de l'éolien industriel » de Philippe Gouze <philippe.gouze@gmail.com>

<http://toutesnosenergies.fr/index.php/economie/>  
mon adresse association : [association.apromico@gmail.com](mailto:association.apromico@gmail.com)

Pour mettre en œuvre les politiques renouvelables, la France comme la plupart des autres pays a décidé d'aider la mise en place de ces énergies. Cela se fait aujourd'hui en garantissant aux promoteurs éoliens un revenu qui leur permet d'investir dans des installations industrielles, le financement étant collecté par le biais d'un impôt judicieusement caché dans la facture d'électricité individuelle, appelé CSPE (contribution au service public de l'électricité). De plus les pouvoirs publics ont estimé nécessaire, pour encourager cette filière au lancement, d'accorder un rendement particulièrement élevé, à l'aide d'un mécanisme d'obligation d'achat par EDF de l'électricité ainsi produite à un prix garanti, complété par le dispositif CSPE précité. Les pouvoirs publics ont juste oublié d'arrêter ce qui pouvait se justifier au lancement, et ainsi s'explique que tant d'investisseurs s'intéressent à cette lucrative activité. Des mécanismes subtils complémentaires viennent aussi s'y ajouter, tel que celui qui oblige EDF à rémunérer les opérateurs lorsque, dans certaines configurations, ils ne produisent pas.

en 2018 (8.30%)

Recueil de Kge

4

**Retraités pénalisés** : seuil inférieur à 1200 e mais Taxés de CSG  
Soumis au RFR du couple  
**Suggestion** : Revoir le seuil au-delà de 5000 e / couple CSG

Voir même :

**Supprimer en totalité la CSG** : RFR inférieur à 50.000 e  
Car déjà cotisé vie active sur les salaires  
Et pour redonner du Pouvoir d'achat.

## CARBURANT

**Forte Hausse (colère usagers)**  
Etre taxé pour aller travailler !!!!  
**Pénalise les retraités des territoires ruraux**  
Eloignement des commerces et services publics (santé etc...)

Vehicule

**Pas les moyens financiers d'achat voiture même avec prime**  
**Les retraités modestes ne vont pas s'endetter pour l'achat d'un véhicule**

Suggestion :

**Supprimer ou réduire les taxes sur le carburant**  
Rétablir Transports ferroviaires (Poids-lourds) : moins de pollution  
Taxer les poids-lourds étrangers qui traversent notre Pays

## IMPOT / Prélèvement à la source

Complicite l'existence de chacun : A CHACUN SON METIER

Il aurait été plus simple  
Que le Trésor Public prélève mensuellement sur le compte bancaire des usagers  
Au lieu que les employeurs le fassent à leur place pour redonner ensuite aux Impôts

**Impact sur le budget mensuel** (d'où avance de Trésorerie pour retraités modestes)

Devrait être basé sur le **Taux d'imposition du Foyer** ( ex : 3.20%)  
Et prélèvement mensuel sur le montant payé de l'année précédente

Ex : Montant impôt annuel : 399.00 e (après déductions crédits impôts (F.ménage/dons))  
**Mais** prélèvement mensuel 100.00 e x 12 (d'où incidence sur consommation !!!)

**Suggestion** : Prélève à la BANQUE et non sur les Pensions (difficile de s'y retrouver)  
Au Taux du Foyer (moins pénalisant) suivant le montant de l'impôt.  
Augmenter les seuils des tranches d'imposition

Tout citoyen devrait payer l'impôt - même au minimum -  
Percevant des aides de l'Etat et bénéficiant des services publics  
(certains perçoivent des aides - sans travailler - d'un montant équivalent  
A une petite retraite = 1000 euros !

*On ne sait plus où s'adresser/ téléphoner/ Plus de réception papier  
Et remplir les documents administratifs – (pas de proche à proximité pour aider)  
Plus d'interlocuteur dans les services (tout se fait par Internet)  
D'où déshumanisation des services.*

*Les communes nouvelles : pertes de repères / lieux géographiques/ lieux de notre passé  
Engendrent des frais supplémentaires de gestion /de communication (noms bizarres)*

### **MAISON SERVICES PUBLICS (communes)**

*Dans chaque commune Nouvelle (proximité des seniors)*

#### **PERMANENCES d'agents –**

*(Renseignements / Information / aider démarches / Formation/  
Liste et implantation circuits courts (vente directe agriculteurs)*

- Assistante sociale – Juriste – logement - Associations
- agents des caisses – impôts – Transports – etc....

#### **Formation INTERNET (gratuite)**

##### **INTERNET**

*Tout se fait par INTERNET  
Mais personne pour vous aider !*

*on ne reçoit plus les bulletins de pensions  
Et autres documents administratifs.  
Pas de tél.indiqué sur documents et adresse  
Difficulté à aller sur les sites / source d'erreurs et de stress*

##### **Suggestion**

***FORMATION GRATUITE (Aide aux seniors)**  
*Pour aider à remplir les documents administratifs sur internet.**

##### **ORDINATEUR**

*Agit sur la santé : Fatigue yeux et dos  
Perte de temps à aller sur les sites et recherche  
Source d'erreur et de stress pour remplir les documents  
En cas de panne ou de problème informatique ? A QUI S'adresser ?*

##### **BIEN VIEILLIR CHEZ SOI ! OUI – (à condition)**

***Dans un Logement (confort et adapté aux seniors)***

*Commerces / services / Santé = à proximité*

*Etre aidé (démarches – renseignements – Internet etc ...*

**LOGEMENT SENIORS : Individuel et confort adapté (A prévoir dans chaque commune)**  
*(Maison plain-pied / aide au Handicap)*

**DEMARCHAGE TELEPHONIQUE** : Appels répétitifs et divers = 01 – 05 – 000 –etc...

*On ne sait qui appelle ! Prévoir avec les opérateurs téléphoniques :*

*Avec le n° d'appel/ Affichage du NOM (personne/Sté ou autre qui appelle)*

**(Salariés/ Retraités/ entreprises / artisans/commerçants**

Pour relancer l'Economie / Baisse du chômage/ mieux-être citoyens

**( CSG/ Retraites/ Carburant/ Impôt )**

- CSG : *supprimer sur les pensions (Revoir le seuil au-delà de :5000 e / couple)*
- Retraites : *Augmenter les retraites et taux Dégressif au-delà de 3000 e/ pers.*
- Impôt : *Augmenter le seuil des tranches d'impôts  
Et Prélèvement à la Banque au prorata des impôts à payer*
- Carburant *Baisser les taxes sur les carburants*
- Véhicule *Prime et prêt à taux 0% pour achat véhicule (neuf et occasion)*

*Aide aux seniors : services publics/internet/ logement adapté/ rénovation*

**TAXER les plus riches**

- le Gd Luxe/ Hotels-restaurants \*\*\*\*\* / Foot-balleurs Ht Niveau*
- Voitures de sport/ Grosses cylindrées (4/4)Yatch/ paquebots croisière*
- Œuvres d'art / etc...*

- Les propriétaires (de plusieurs résidences secondaires voir même à l'étranger ...)*
- Les artistes (chanteurs) qui se produisent en France après s'être dénaturalisés ...*
- Les PDG grosses entreprises/ et leurs actionnaires .*

**ECOLOGIE**

- Tempêtes/ouragans : *Fusée Ariane ( Poussée dans l'atmosphère)  
Transports aériens*
- Réchauffement de la planète *Satellites/ ordinateurs/portables/ panneaux solaires  
Usines/ machines /Poids lourds/ grosses cylindrées  
Remettre voies ferrées (transports marchandises)  
Interdire les déforestations*
- Inondations *Curer et nettoyer les rivières / les fossés  
Remettre haies bocagères (qui retiennent l'eau)  
Réduire l'immensité des surfaces agricoles  
Interdire constructions (bord mer /fleuve/rivière)*
- Service d'intérêt national : *entretien des fossés (herbes envahissantes bord routes)*
- Jeunes (vacances scolaires)*
- Et chomeurs percevant aides de l'Etat ( remise en insertion travail)*
- Conducteurs (Excès de grande vitesse)*



\* remis en permanence de proximité le 22 fv. 1979  
issu d'une dizaine de personnes (5)

## SOUHAITS CITOYENS - COMMUNE

- Plus de débats entre les citoyens et leurs représentants.
- Rappel pour les enfants et les adultes, du respect de notre démocratie, du civisme, des droits et devoirs du citoyen.
- Créer une Instance d'évaluation des décisions communales, départementales, régionales et gouvernementales, dans leur efficacité et résultat. Objectif : faire remonter ces appréciations à chaque échelle, et si besoin remise en cause du projet.
- Elaborer par région, par département les décisions administratives, ex: les voiries, le réseau internet.
- Plus d'équité en partage culturel ville/campagne.
- Scolarité - accéder à l'égalité des chances, dans l'acquisition des programmes scolaires ! En particulier vis à vis des enfants en difficulté, et des enfants handicapés == Souhait de création de plus d'accompagnement, plus de poste d'auxiliaire de vie.
- Accompagnement des adultes dans l'usage des nouvelles technologies numériques, formation dans la commune.
- Plus de transport péri-urbain et en campagne.
- Faciliter l'accès aux déchetteries pour les personnes à mobilité réduite.
- Contrôle de l'éclairage des rues la nuit, sécurité en cause.

## TRAVAIL - FISCALITES - POUVOIR d'ACHAT.

- Souffrance de beaucoup de travailleurs, manque de motivation par manque de reconnaissance - cadence infernale - être toujours plus productif !
- Ecart insupportable dans la répartition des richesses : P.D.G, actionnaires et les "dits ouvriers".
- Salaires insuffisants, pourquoi ne pas remettre le temps de travail hedo à 38 heures comme en Allemagne ? Ce pays à un taux de chômage inférieur au nôtre.
- Pourquoi ne pas réinstaurer les taxes professionnelles ? ( Mane pour les communes ) et diminuer les charges patronales.
- Suppression de la T.V.A. sur les achats alimentaires, et compenser par l'augmentation de la T.V.A. sur les produits de luxe !
- Rendre plus compréhensible les barèmes ou tranches d'imposition des citoyens.
- Taxes, voir taxes sur les taxes, dont on ne connaît finalement pas leurs affectations, sinon parfois à beaucoup d'intermédiaires. Ne pourrait-on pas diminuer cette bureaucratie d'intermédiaires-préempteurs ? Ex: énorme préemption entre le cultivateur-producteur et les consommateurs de grande distribution ! Que de marges additionnelles.....profitant à qui? Trop riches pour être pauvres, et trop pauvres pour être riches !!!!!-

**VIE CITOYENNE** - Nous expliquer les nouveaux codes, justifier les mesures décidées par nos gouvernants, évaluation à échéance prévue et respectée, et remise en cause, pour la durée ou dans l'échec.

-Manque de clarté en ce qui concerne la mondialisation et les engagements internationaux, ce qui nous est imposé et les impacts économiques.

-Nous informer et nous ouvrir les portes de la comparaison avec ce qui passe dans les autres pays européens et dans le monde. Comparatifs économique, sociétal, pouvoir d'achat, retraite, santé, scolarité, salaires, temps de travail, congés payés etc...

**SANTE** - Nous manquons de professionnels de la santé, médecins généralistes, médecins spécialistes...Ouvrons plus grandes nos portes universitaires !

-Beaucoup de conséquences dans les soins et le suivis des patients. Nous avons beaucoup perdu en compétence par manque de personnels tout d'abord, et surtout parce que les alarmes n'ont pas été entendues ! Rupture dans le relationnel soignant-soigné.....

-Souhait de hausse budgétaire pour les études para-médicales.

-Souhait de hausse budgétaire pour la Recherche.

-**C.P.A.M.** budget toujours discuté. Peut-être revoir le conditionnement des médicaments, pour éviter le stockage et le risque de dépassement de la péremption. Boite pour un traitement de 1 mois, et plus petite boite pour traitement ponctuel.

-Remettre la tarification sur les boites, pourquoi y a-t-il une différence de tarif entre les officines ?

-Quels sont les critères de base, nécessité, gravité, dans le process de remboursement ? Ex: bien des médicaments de la sphère O.R.L. pour les enfants ne sont pas remboursés, par contre l'intervention couteuse en esthétique dite de confort (non vitale) est prise en charge ?

**INFO - INTOX** Plus de contrôle sur les programmes télévisés trop axés sur l'agressivité, l'intolérance, réévaluer le niveau intellectuel aux heures de fortes audiences !

**OMERTA** - de la part de nos gouvernants, parlementaires et leurs collaborateurs.

-Nous souhaitons plus de clarté dans leurs engagements, nous informer de leurs rémunérations et privilèges pour eux et leurs familles pendant et après leurs mandats.

-Révision de leurs pensions en fin de mandat, l'égalité citoyenne, fin de leurs privilèges.

**ECOLOGIE** - Souhait de révision à la hausse du budget dans les recherches dites naturelles et renouvelables.

-Plus de contrôle pollueurs-payeurs, réglementer, contrôler, taxer, les émissions industrielles polluantes dans l'atmosphère, nos rivières, nos fleuves, nos mers, les décharge dans la nature etc....

-Ne plus exporter nos voitures polluantes vers l'étranger. (seconde main!)

-Instituer une taxe carburant aux grands consommateurs d'énergie : industries, bateaux, avions, poids lourds étrangers

etc....il n'y a pas que nos petites voitures et notre chauffage à montrer du doigt.

-Légiférer, contrôler, pénaliser les grandes multinationales qui ne respectent pas la santé ! En alimentation beaucoup de nos entreprises sont rachetées.....s'en suit la transformation de nos produits, les ingrédients de base remplacés par des molécules issues de l'élaboration chimique !

-Revoir les étiquetages des produits alimentaires, les rendre plus lisibles et en termes compréhensibles pour tous ...Souhait d'une législation stricte des labellisations.....(.nous nous éloignons de la mise en valeur de notre savoir faire, du respect des produits frais, sains, et de qualité.....de notre terroir.)

-Souhait de l'abolition de privilèges accordés à certaines corporations au nom de pénibilités du travail !!!! La sélection est jugée non équitable....ex: les salariés de la S.N.C.F, les salariés de E.D.F., les 1ers bénéficient de privilèges à vie de gratuité de voyages en train pour eux et leurs familles.....les second gratuité des consommations d'électricité et autres ! Et les maçons, les agriculteurs travaillant dans la pénibilité des saisons d'hiver et d'été ?????????????? Nous ne les entendons pas proclamer de maintien d'acquis sociaux ?????? "EGALITE du Citoyen...SVP."

PS.....où classer ces remarques et pourtant oh combien indispensables !!! C'est un constat lamentable au quotidien, pourtant en entendons-nous parler ? Les autoroutes en sont mieux pourvues, mais les agglomérations manquent de poubelles dans les rues et proximités de lieux de vie. Et plus encore de "Toilettes W.C. lavabos" déjà mal signalés, et de plus dans quel état d'insalubrité et si sales, promiscuité hommes-femmes, j'ai honte de montrer cela à mes petits enfants.....et de leurs dire surtout ne touche à rien !!! La France et l'hygiène de vie.....Oh je ne nomme aucun Ministère mais je n'en pense pas moins !!!! Voilà bien des emplois à pourvoir.....bien des pays le font.....et ce sont même parfois des lieux avec des bouquets de fleurs et parfumés !!!

## Contribution individuelle au grand débat national

### Aménagement du territoire

Les enjeux écologiques, et les fondements de la crise des gilets jaunes devraient nous inciter à réactualiser les orientations de l'aménagement du territoire.

### Europe

Je plaide pour plus d'intégration européenne pour les politiques suivantes : de défense, environnementale, étrangère, fiscale, migratoire.

### Fiscalité

Des impôts directs, seul l'impôt sur le revenu devrait avoir un effet redistributif.

Les aides sociales doivent être appliquées en fonction des revenus et des situations familiales et individuelles.

La taxe foncière devrait être calculée sur la base de valeurs déclarées et contrôlées, comme pour l'ex ISF, et non avec des coefficients obsolètes ou en fonction des revenus.

Le montant total des impôts et taxes devrait être plafonné en pourcentage du PIB. Le pourcentage devrait être revu tous les ans à la baisse, de 1% majoré du montant de l'inflation. Alors la volonté exprimée de baisse des impôts deviendrait crédible.

Le budget de la nation devrait être équilibré et respecté. Le maître-mot étant : « faire mieux avec ce que l'on a ».

La réforme fiscale devrait être initiée sans tarder avec pour objectifs : justice, simplicité, harmonisation européenne.

Depuis le début des années 2010, dans notre foyer, les pensions de retraite n'ont pas suivi l'indice du coût de la vie. Mais nos impôts directs ont augmenté de 42% ( régime de faveur pour avoir eu six enfants). Sans parler du nouveau prélèvement de la CSG de 1,7%.

### Fonctionnement de l'Etat

Poursuivre la réforme de l'Etat, avec pour objectifs principaux l'efficacité et l'amélioration du service, et la réduction des coûts.

Réduire de trois à deux le nombre des grandes Assemblées. A savoir une Assemblée directement issue du peuple, pour voter les lois ; et une Assemblée issue des territoires et des Corps Intermédiaires, pour conseiller et contrôler l'Etat.

Simplifier les structures administratives redondantes et génératrices d'un excès de coûts. En effet le remodelage des entités territoriales s'est accompagné d'une importante augmentation des effectifs. Comment ne pas être indigné en apprenant que le nombre des fonctionnaires est en hausse de 47% pour une augmentation de la population de 24 % ?

Les projets étudiés et décidés doivent être menés à bien. Dans le respect des devis et des délais. (Par exemple : les portiques routiers, l'aéroport de ND des Landes, l'EPR de Flamenville).

Les recommandations de la Cour des Comptes doivent être mises en application. Et les négligents récidivistes devraient être sanctionnés, sans état d'âme.  
L'Etat devrait devenir bon payeur.

### Immigration

Je suis favorable à une politique d'immigration modérée, en fonction des besoins et des possibilités d'accueil et d'intégration, pour des populations susceptibles d'accepter les règles républicaines et la culture de notre pays, et qui se fondent dans la population existante. On constate un tassement de la natalité et des difficultés à pourvoir des postes nécessaires à l'économie du pays. Pourquoi ne pas faire appel à des étrangers motivés ? Une telle politique doit s'inscrire dans un cadre européen (contrôle des frontières extérieures, coordination au travers de quotas, accueil des réfugiés). Enfin la politique migratoire doit prendre en compte une aide au développement et des accords de coopération avec les pays naturellement pourvoyeurs de migrants. Dans un tel contexte ces pays seraient plus enclins à limiter l'exode de leurs ressortissants.

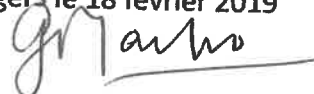
### Politique industrielle

On se désole de voir nos usines fermer les unes après les autres, et on attend toujours la définition d'une grande politique industrielle. Quels sont nos grands projets d'avenir ? Quelles sont nos priorités ? Qui a en charge le redéploiement ? Quel est notre programme pour faire grossir nos PME ? Quel programme pour aider nos PME à exporter ?

### Référendum

J'ai des réserves concernant l'emploi du référendum dans notre pays, et plus encore pour le projet de RIC. Ce dernier est proposé par une partie de la population qui vote peu, qui lance des manifestations dont elle ne parvient pas à contrôler les effets, sur les plans humains, sociaux et matériels. Et qui n'arrive pas à s'organiser, à désigner des leaders reconnus, ni à fortiori à définir une approche de programme. Bref qui détruit, sans construire. Je déplore qu'on ait détourné le vote sur la constitution européenne ou celui sur le projet d'aéroport de ND des Landes. Je déplore que l'élargissement de l'Europe ou que le mariage pour tous n'aient pas fait l'objet d'une consultation populaire.

Angers le 18 février 2019



Gilles MARZIO

Luc MESLET

2 place de l'Eglise

49220 Montreuil sur Maine

Madame la députée, Monsieur le député,

Mes réflexions plus orientées au niveau européen.

1) Lancer un grand emprunt européen, dont le but s'inscrirait dans la lutte contre le réchauffement climatique, et permettrait de financer, en faveur des particuliers et des collectivités, des aides très encadrées, afin qu'il n'y ait pas d'effets d'aubaine et de surfacturation par les entreprises participantes à ce grand projet. Assorti d'un cahier des charges rigoureux et complet, quant aux matériaux utilisés et aux matériels fabriqués dans l'union, sans obsolescence programmée en favorisant, pour la réalisation de ce projet, les entreprises implantées sur les territoires de chaque pays composant l'union européenne.

2) Si l'avenir réside dans les véhicules électriques, les composants des batteries devaient être si possible, non polluant, européens, réutilisables et articuler un prix de location mensuelle de batterie mesuré afin de ne pas constituer une rente comme cela est le cas actuellement en faveur des constructeurs automobiles.

3) Repenser l'écotaxe ou le ferroutage sur le transport de marchandises de plus de 3,5 tonnes.

- Ferroutage obligatoire pour les transports de marchandises longue distance.
- Disposer des infrastructures portuaires actuelles et des grandes villes à l'intérieur du pays pour entreposer les marchandises et les ré-acheminer par véhicule de petit tonnage en adaptant les conteneurs pour leurs transports.

4) Toutes les entreprises implantées en Europe, dont le chiffre d'affaire dépasse 100Millions d'Euros pour les biens ou 50 Million d'Euros pour les services, doivent être contraintes d'exercer leur activité uniquement dans le cadre lié à leur code APE mentionné en chiffre et en lettre et terminant leur numéro d'immatriculation SIRENE.

Concernant ces d'entreprises, elles devraient abandonner la mise en place de plateformes communes car la mutualisation de moyens à ces limites lorsque ces sociétés dégagent des bénéfices structurels. .

- Les banques ne pourraient plus proposer de produits d'assurance, de vente de téléphone portable etc..

- Les assureurs ne pourraient plus proposer de prêts à la consommation etc...
- Les supermarchés et hypermarchés ne pourraient plus proposer de voyage, de crédit, de vente de médicaments etc.
- La liste n'est pas limitative

Cette nouvelle situation permettrait de mieux professionnaliser les activités et faciliterait les créations d'implantations spécifiques à chacune de ces activités générant des embauches.

5) Il faudrait imposer les détenteurs de patrimoine immobilier ou autre réalisés en dehors de la zone euro par optimisation fiscale et qui ne participent pas ou très peu à l'effort national par l'impôt. Cette situation d'expatrié donne l'impression d'un comportement individualiste laissant les continentaux régler les problèmes sur la durée des événements sociaux.

6) Légiférer entre les bas revenus et les hauts revenus dans les grandes entreprises. La déontologie souvent rappelée à ces **grands actionnaires et dirigeant**, ils s'en moque.....

Il faudrait également que les salariés détiennent une partie du capital par la détention d'actions sans droit de vote.

Mieux contrôler la géographie du capital des grandes entreprises et des décisions des conseils d'administrations (souvent les même participants d'où le entre-soi) sur les salaires des dirigeants et des indemnités de départ. On a l'impression qu'ils s'auto-protègent.

7) Loyer cher et Prix du M2 élevé : Pour plus de transparence, il faudrait supprimer les SCI et enregistrer à l'administration fiscale physiquement chaque propriétaire et sa quotité qu'il détient sur les biens.

Limiter le nombre de bien par propriétaire ou taxer plus sévèrement une tranche des revenus fonciers pour rendre incitatif la vente et provoquer une offre nouvelle sur le marché immobilier susceptible d'un effet baissier du prix de l'immobilier.

8) Avantager fiscalement les revenus fonciers sur les biens offerts à la location **aux prestations décentes** ( surface, norme à préciser) et au **loyer très modéré**, assorti d'une assurance moins contraignante mais avec la caution de l'état, ce dernier ayant les leviers pour récupérer les indus ( blocages des allocations, saisie arrêt sur salaire, relocalisation du mauvais payeur facilitée pour l'état au travers de ses administrations.

9) Vote non obligatoire mais reconnaître le vote blanc.

10) Supprimer la cotisation formation et apprentissage sur les salaires et **Adhésion syndicale obligatoire** :

- minimum (à préciser) euros annuel pour les salariés versée à la région.
- minimum (à préciser) par salarié et par an pour les entreprises versée à la région.

La région assure la répartition des fonds de concert avec les syndicats de salariés et les syndicats patronaux en s'attachant à réduire le train de vie des syndicats et à injecter une grande partie des fonds à la formation et à l'apprentissage.

Il doit y avoir une décentralisation des pouvoirs car la région est au plus près des acteurs économiques. Les fonds liés à la formation doivent être mieux encadrés.

11) Concernant le découpage administratif.

Conserver les grandes régions, les métropoles, les communautés de communes, les mairies.

Je pense que les métropoles se sont substituées aux départements, en revanche conserver les préfetures et supprimer les sous-préfetures.

12) Trop de grosses communes dans le passé ont manquées de rigueur budgétaire, il faut contrôler la masse salariale et mieux informer le public des projets à venir et soumettre au vote local si nécessaire.

13) Mettre en place une TVA appropriée sur les produits de luxe et supprimer la TVA sur les produits de première nécessité en s'assurant auprès des distributeurs que cet effet d'aubaine ne les amènent pas à transformer les prix initiaux TTC en HT.

Dans la chaîne de distribution des grandes surfaces, les principaux actionnaires se retrouvent à toutes les étapes des négociations, du référencement des produits par le biais d'associations, aux centrales d'achats et enfin à la distribution pénalisant les producteurs et les consommateurs.

14) Crédit d'impôt basé sur l'indemnité kilométrique fiscale en vigueur en faveur des contribuables ruraux sur la distance entre le domicile et la commune la plus proche où sont implantés les commerces à raison de trois déplacements aller et retour par semaine.

15) Maintenir l'IFI mais ouvrir une nouvelle tranche d'imposition pour les hauts revenus

16) Réduire le train de vie de l'État à tous les échelons administratifs des communautés de communes aux plus hautes fonctions de l'État. Les salaires octroyés à la présidence, aux ministres et aux députés me semblent normaux, en revanche l'administration à tous les étages ainsi que les groupes publiques (caisse des dépôts etc...) doivent se réformer et les fonctionnaires non opérationnels doivent être écartés.